Développement durable et territoires

Économie, géographie, politique, droit, sociologie

Vol. 1, n° 3 | Décembre 2010

Lectures hétérodoxes du développement durable

Qualité de vie et consommation soutenable : une perspective pratique

Quality of Life and Sustainable Consumption: A Practical Viewpoint

Patrick Mardellat

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/8429>

DOI : 10.4000/developpementdurable.8429

ISSN : 1772-9971

Éditeur

Association DD&T

Référence électronique

Patrick Mardellat, « Qualité de vie et consommation soutenable : une perspective pratique », *Développement durable et territoires* [En ligne], Vol. 1, n° 3 | Décembre 2010, mis en ligne le 07 décembre 2010, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/8429> ; DOI : 10.4000/developpementdurable.8429

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

Développement Durable et Territoires est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

Qualité de vie et consommation soutenable : une perspective pratique

Quality of Life and Sustainable Consumption: A Practical Viewpoint

Patrick Mardellat

- 1 Depuis le Sommet de la Terre de Rio en 1992, l'expression de consommation soutenable, « *sustainable consumption* », s'est imposée¹. Il est alors admis que pour atteindre l'objectif d'un développement durable il faudra transformer les modes de production et de consommation, reconnaissant implicitement que les standards de production et de consommation des économies industrielles développées ne sont pas soutenables dans le temps ni généralisables à l'ensemble des nations. Le chapitre 4 de l'Agenda 21 – bien que court en raison des oppositions à une remise en cause des modes de consommation des pays développés – est entièrement consacré à cette problématique, proposant un « examen des modes de production et de consommation insoutenables à long terme » et se fixant comme objectifs de promouvoir des « schémas de consommation et de production de nature à réduire l'agression environnementale et de répondre aux besoins essentiels de l'humanité », ainsi qu'une meilleure compréhension du « rôle de la consommation et des moyens de rationaliser davantage les modes de consommation ». Le Programme des Nations Unies pour l'Environnement encourage la prise de conscience de cette nécessité de modifier nos modes de consommation. La consommation soutenable y est définie comme « *the use of services and related products which respond to basic needs and bring a better quality of life while minimizing the use of natural resources and toxic materials as well as the emission of waste and pollutants over the life cycle so as not to jeopardize the needs of future generations* » (UN CSD, 1995).
- 2 Ce texte se veut une contribution théorique à cet objectif d'une meilleure compréhension du rôle de la consommation, notamment relativement à l'objectif de soutenabilité de nos modes de vie. L'idée défendue ici est que si l'on veut rationaliser davantage les modes de consommation, ou mieux, que les modes de consommation s'inscrivent dans un schéma raisonnable, il convient de placer la consommation sous la perspective éthique de la

qualité de vie ou du bonheur. Il s'agit donc de croiser deux thèmes, celui de la consommation et du bonheur et celui de la consommation et de la soutenabilité ou durabilité dans le temps. Le premier thème revient à replacer la consommation dans l'horizon des choix de vie du consommateur, dont la fin ne peut être que le bonheur ou ce qu'aujourd'hui nous désignons par qualité de vie, c'est-à-dire le choix pour ce qui qualifie une vie à la dignité d'être vécue par l'homme. Ce choix repose sur une vertu. Le second thème est propre à la problématique intra et intergénérationnelle du développement durable : comment, dans et par sa consommation, manifester un souci ou une préoccupation pour les générations futures qui traduise un sens commun s'étendant au-delà de la seule communauté d'intérêts des contemporains ?

- 3 Le croisement de ces deux thèmes replace l'économie dans une relation privilégiée à l'éthique (la question du bonheur) et à la politique (la question du sens commun). C'est ce qui définit une perspective aristotélicienne sur le sujet, c'est-à-dire une perspective ouverte par la philosophie pratique d'Aristote. L'objectif est de confronter l'approche économique de la consommation soutenable dont Arrow *et al.* (2004) nous donnent une version aboutie, et l'approche socioéconomique et institutionnaliste dont les études réunies par Zaccai (2007), notamment dans le premier chapitre, recueillent l'esprit, à l'approche pratique d'inspiration aristotélicienne, dont la philosophie de la consommation d'Arnaud Berthoud constitue l'un des développements les plus récents (2005). Le consommateur « aristotélicien » ne trouve pas dans les mesures communes extérieures et générales, institutionnelles ou conventionnelles, les réponses à son désir de bonne vie, mais c'est dans la relation à soi et à son désir qu'il doit se découvrir et se révéler à soi à travers ses propres vertus. Cette dernière perspective interroge les deux précédentes, elle en fait apparaître les insuffisances. Le fil conducteur de cet article est l'idée commune que la consommation soutenable est une consommation tenue dans certaines limites, d'où la question : comment poser une limite ? La question est clairement formulée par Arrow *et al.* : « *Are We Consuming Too Much ?* » Ce qui caractérise les deux premières approches est la recherche d'une limite externe à une quantité : pour les économistes, c'est l'équilibre intergénérationnel des grandeurs qui arrête cette limite ; pour les institutionnalistes, ce sont les institutions qui doivent poser des limites à la consommation. Aucune de ces deux approches – qu'il convient de distinguer dans la mesure où l'approche institutionnaliste se réfère de manière critique à l'approche standard, ceci justifiant notre développement en trois parties – ne fait la critique de l'argent ou de ce qu'Aristote appelait la chrématistique, et toutes deux achoppent par conséquent sur le point de savoir comment il est possible de limiter une quantité². Tant que la consommation reste placée sous un motif chrématistique, elle ne peut être qualifiée de soutenable, car elle reste dominée par l'argent. Pour la philosophie pratique, la limite est interne au choix du consommateur et la question de la limite est enveloppée par la notion de bien et correspond à une vertu. Chacune de ces approches confère un sens différent au caractère soutenable ou durable de la consommation.
- 4 La première partie est consacrée à l'examen critique de la façon dont l'économie standard aborde la question de la soutenabilité de la consommation. La deuxième partie donne une présentation critique de l'approche socioéconomique et institutionnaliste de la consommation soutenable. La dernière partie enfin, présente la façon dont la tradition pratique ou aristotélicienne recueille cette notion de consommation soutenable.

1. La consommation soutenable dans le paradigme standard

- 5 La théorie économique est interpellée par la problématique du développement durable qui manifeste une préoccupation semblant étrangère au cadre théorique de la science économique. Le modèle de développement des pays riches avec une croissance maximisée continue de la production en vue de satisfaire une demande croissante de consommation, dont la responsabilité est imputée plus ou moins légitimement à la théorie économique standard, est mis en accusation. Que ce soit au niveau microéconomique ou au niveau macroéconomique, il est reproché à ce modèle de développement une consommation excessive, c'est-à-dire jugée insoutenable. Quelle réponse l'économie standard apporte-t-elle à cette accusation ?
- 6 Arrow et une équipe de chercheurs, constituée d'économistes et d'écologistes (2004), ont élaboré une réponse à la question : « *Are We Consuming Too Much ?* ». La préoccupation est bien celle de la soutenabilité de notre modèle de consommation, comme l'indique la question inaugurale de cet article : « *Is humanity's use of Earth's resources endangering the economic possibilities open to our descendants ?* » La réponse analytique qu'ils proposent est archétypale de l'approche économique d'un tel problème et nous la considérons ici comme emblématique.
- 7 L'énoncé même de la question signale une approche quantitative. C'est en termes quantitatifs que la critique écologique est reçue par l'économie, qui se présente par ailleurs comme la science quantitative du social, donc particulièrement bien équipée pour relever le défi. Aussi, selon la méthode propre à l'économie, la limite à une quantité est donnée par sa grandeur d'équilibre. Il s'agit donc de trouver le niveau et le sentier de croissance d'équilibre de la consommation pour apporter une réponse économique satisfaisante à l'inquiétude écologique. Si la consommation est présentée comme un prélèvement qui constitue un débit sur les ressources disponibles, il ne faut pas oublier les efforts d'investissement qui accroissent la capacité des générations à pouvoir profiter de niveaux de consommation plus élevés. L'accumulation du capital, sous sa forme industrielle, humaine ou technologique, vient compenser la diminution des ressources naturelles (p. 148).
- 8 Les auteurs distinguent deux critères d'évaluation de la consommation relativement à la question de son excès. Les deux critères sont construits à partir d'une fonction de bien-être social intertemporel classique : la consommation et l'utilité étant les éléments sous-jacents à cette fonction, le bien-être social intertemporel est défini comme la valeur actualisée du flux d'utilité tiré de la consommation du présent à l'infini, le taux d'actualisation étant une constante positive³. Les déterminants de cette fonction sont la « base productive » (p. 149) constituée des éléments du capital (industriel, humain et naturel) et des institutions – qui sont elles-mêmes considérées comme des éléments du capital – et la technologie.
- 9 Selon le premier critère, dit de maximisation de la valeur présente du bien-être social intertemporel, le bien-être social intertemporel optimal est fonction des conditions initiales et des choix d'allocation du produit social entre l'investissement (ou l'épargne) et la consommation. La consommation sera alors dite excessive si son niveau est supérieur à sa valeur courante prescrite par le sentier de croissance optimal de la consommation

obtenu comme solution à ce programme. Ou, pour le dire autrement, comme le proposent les auteurs, la consommation courante est jugée excessive s'il est possible de la réduire et d'augmenter l'investissement en capital tout en obtenant simultanément une augmentation suffisante de l'utilité future qui puisse au moins compenser la perte d'utilité courante. Exposé en ces termes, le problème trouve une solution familière aux économistes, ce qui conduit à la conclusion classique suivante : « *In a fully competitive economy with a complete set of futures markets and no externalities, and in which individuals discount their future at the social rate δ , the time path of consumption will correspond to the optimal consumption path.* » (p. 150).

- 10 Selon le second critère, dit de soutenabilité – soutenabilité étant entendu comme signifiant que le bien-être social intertemporel V ne diminue pas au cours du temps – la solution à ce programme indique que la consommation est soutenable si pour tout t , $dV_t/dt \geq 0$. En supposant la technologie comme donnée (les auteurs analysent le problème avec changement technologique à partir de la p. 153), la condition de soutenabilité porte sur l'investissement net de la société devant maintenir la « base productive » de la société, peu importe les changements intervenant dans la structure du capital, du moment que la productivité de la base productive soit au moins maintenue. La seule innovation théorique semble consister dans la prise en compte du capital naturel et du capital humain (la population), conduisant à la définition d'un taux d'investissement (d'épargne) « véritable » – *genuine* : c'est, exprimé en pourcentage, le rapport entre l'évolution du capital total (accroissement du capital industriel moins dépréciation du capital naturel plus accroissement du capital humain) et le PIB. Ce mode de calcul indique que la substituabilité entre les types de capital est présupposée et que la dégradation du capital naturel peut être compensée par un investissement en capital industriel et en capital humain.
- 11 En résumé, la consommation est dite soutenable si elle est compatible avec un investissement (épargne) qui maintient au moins la capacité productive pour le présent et le futur, tout en garantissant un niveau de bien-être social pour tous les temps futurs qui soit supérieur ou égal à celui du présent. L'étude se poursuit par l'examen des possibilités d'extension de ce critère en présence d'une variation de la population et de changements technologiques.
- 12 Arrow *et al.* se livrent ensuite à une application empirique des deux critères. Pour le critère de soutenabilité qui nous intéresse ici, et en tenant compte des précautions méthodologiques des auteurs – assez classiques, portant sur la mesure de l'investissement, la mesure de la valeur du capital naturel, la mesure de la dépréciation de ce capital naturel, etc. – les résultats obtenus sont déconcertants : les pays riches retenus dans cette étude (Etats-Unis et Royaume Uni) ont des taux de croissance de leur investissement (épargne), de leur richesse et de leur population qui traduisent une consommation soutenable, alors que les pays pauvres ou émergents ont des taux qui traduisent une consommation non soutenable, à l'exception de la Chine (tableau 2, colonne 4, p. 163). Ces pays pauvres sont d'une certaine façon coupables d'une mauvaise allocation de leurs ressources entre consommation et épargne (investissement), ils n'investissent pas suffisamment en capital industriel et humain pour compenser les dégradations que leur mode de développement inflige à leur environnement.
- 13 Cet indicateur est aujourd'hui couramment utilisé par la Banque Mondiale comme un indicateur de développement durable. Les études empiriques de la Banque Mondiale

confirment les conclusions de l'étude de Arrow *et al.*, notamment dans sa publication annuelle *World Development Indicators*.

- 14 Un certain nombre de critiques techniques peuvent être adressées à cette approche « standard » de la soutenabilité ou durabilité de la consommation. Simon Dietz et Eric Neumayer (2004) font une critique méthodologique systématique de cette manière d'aborder la soutenabilité, qu'ils rangent dans le paradigme de la soutenabilité faible en raison de la substituabilité infinie du capital naturel. La critique porte sur le postulat d'une économie intertemporelle efficiente, sur l'évaluation du capital, particulièrement du capital humain et du capital naturel, ainsi que sur la dépréciation du capital naturel. Mais là n'est pas l'essentiel. Sous le point de vue d'une perspective pratique, il est possible d'adresser un certain nombre de questions à ce modèle de consommation soutenable. Tout d'abord, la consommation est agrégée et n'apparaît que comme une grandeur et non comme un acte. Du coup, la question : « qui consomme ? » semble totalement intempesive. Il n'y a pas de consommateur ni d'institution de la consommation, c'est-à-dire d'institution qui héberge l'acte de consommation. À cette grandeur correspond une quantité qui est appréhendée dans un système de relations directes entre quantités, système qui définit une économie. Les institutions sont absentes, l'économie n'est pas bornée par des institutions nationales ou par des systèmes culturels. La limite de son expansion est le monde⁴. De fait, la consommation dans une telle représentation ne peut être limitée que par une autre grandeur qui vient l'équilibrer. C'est ici l'épargne ou l'investissement qui vient équilibrer la consommation. La consommation soutenable se définit comme une consommation équilibrée inter-temporellement par un taux d'épargne qui garantit un niveau de bien-être social pour les générations futures au moins égal au présent, par suite du réinvestissement de cette épargne.
- 15 Ensuite, l'environnement n'est appréhendé que comme une forme de capital, donc une forme argent. La nature est d'une certaine façon, selon cette conception, de l'argent placé ou qui dort. Sa spécificité par rapport au capital humain et au capital industriel est seulement que l'homme ne peut accroître le capital naturel, ce dernier ne pouvant que se déprécier (en conséquence, la nature peut être perçue comme un mauvais placement...). Mais la cause de la dépréciation du capital naturel n'est jamais évoquée. Elle apparaît comme elle-même naturelle, comme s'il s'agissait d'une insuffisance endogène à cette forme du capital, le résultat d'une sorte de processus propre à la nature conduisant à son obsolescence et à sa dégradation. La nature se trouve définie implicitement comme du capital dont la caractéristique est de ne pouvoir connaître d'appréciation ; elle est soumise à un processus permanent de dépréciation. À la limite, puisque l'horizon du calcul est l'infini, le capital naturel est appelé à disparaître totalement, c'est-à-dire à se voir affecté d'une valeur égale à zéro à la date de son épuisement⁵. Tout l'enjeu de la soutenabilité est alors de compenser cette perte naturelle de valeur de la nature par une épargne et un investissement suffisant en capital humain et capital industriel. Le fait que la nature constitue le cadre le plus englobant qui supporte toutes les activités humaines est ignoré.
- 16 Enfin, la soutenabilité du modèle de développement économique est totalement soumise à la capacité d'accumulation du système. Cette accumulation ne fait l'objet d'aucune discussion, elle apparaît même paradoxalement comme la planche de salut du modèle de développement et de consommation. C'est par l'accumulation, soit le taux d'investissement, que la croissance de la consommation peut être rendue soutenable. La chrématistique est prise comme une évidence, comme une fin évidente de la vie en

société, et même, davantage encore, comme le remède au processus de dépréciation de la nature. La consommation est ainsi clairement placée sous un motif chrématistique, puisque la réponse économique à la question de la soutenabilité de la consommation indique que la consommation est durable si et seulement si le processus d'accumulation mesuré par l'investissement (ou l'épargne) est suffisant pour assurer aux générations futures au moins le même niveau de bien-être social que celui dont jouit la génération présente en fonction de son niveau de consommation. Ici, c'est bien l'accumulation qui définit le besoin, donc l'argent qui commande la fin du vivre.

- 17 Ainsi, pour résumer la critique pratique du modèle standard de la soutenabilité, on peut dire qu'il se caractérise par la négligence du consommateur, par la négligence de la nature et par la négligence de la fin du bien vivre.

2. La consommation soutenable dans le paradigme institutionnaliste

- 18 Sous le terme « institutionnalisme », nous regroupons tous les courants qui placent au centre de leur représentation de la vie collective la notion de société et les institutions. C'est, simplement exprimé, l'affirmation d'une priorité de la société sur l'économie ou bien encore l'idée d'une inscription sociale ou d'un encastrement de l'économie⁶. Les approches socioéconomiques et institutionnalistes du paradigme de la soutenabilité ou du développement durable critiquent dans un même ensemble la consommation excessive ou insoutenable de nos sociétés de consommation et la conception standard de l'économie, souvent perçue comme étant au fondement du modèle de développement non durable emprunté par les sociétés industrielles et post-industrielles. Le reproche principal qui est adressé à la théorie standard est de *dé-territorialis*er et de *dés*institutionnaliser l'économie. L'économie n'y apparaît que comme un système désincarné de relations entre grandeurs qui s'équilibrent entre elles. Cela est particulièrement net dans la critique de la place que l'économie standard fait à la consommation dans le système économique. Mais une critique « éthique » de la consommation est aussi assumée comme le signale P.-M. Boulanger (2007, p. 17), la soutenabilité n'étant pas seulement une question de fait, mais fondamentalement un problème éthique. La question posée n'est plus : *consommons-nous trop ?*, mais : *qu'est-ce qui ne va pas avec notre modèle de consommation ? Ou encore, consommons-nous bien ?*
- 19 L'approche institutionnaliste sort de l'économie standard. Elle n'accepte pas la représentation de l'économie comme un système de grandeurs qui s'équilibrent entre elles. La consommation y apparaît comme totalement *désinsérée* ou *désencastrée*, ce qui entretient la fiction d'un consommateur souverain exerçant son pouvoir de commande, sans autre limite que son budget, sur l'appareil de production. Ainsi, selon Boulanger (2007, p. 18), « *the consumer is perceived as the deus ex machina of the overall economic process* ». En fait, la formule est maladroite, car il n'y a pas vraiment de consommateur dans ce modèle, comme nous l'avons relevé dans le point précédent. Il disparaît totalement derrière la consommation conçue comme une grandeur. La démarche institutionnaliste procède en conséquence à la réinsertion de la consommation dans des institutions et au réencastrement de la consommation dans la société ou plutôt dans des communautés, du voisinage et du capital social (p. 23). On voit ainsi réapparaître les territoires, les institutions, les communautés, qui enserrent les activités économiques. Celles-ci, et

particulièrement la consommation, ne sont plus apatrides ou totalement *off-shore* comme il en va avec la mondialisation et le consumérisme. Des limites sont tracées, des découpages territorialisent et localisent les activités économiques. C'est la prise en compte de ce cadre spatio-institutionnel qui permet de repenser la consommation libérée de l'emprise du consumérisme et de fonder et stimuler une consommation soutenable sur une base solidaire (Pirotte, 2007). Boulanger (2007, p. 23) illustre ce point de la façon suivante : « *For instance, consumerism correlates with the replacement of the small, local independent retailers by large-scale (national or even multinational) corporate chains. The consequences of these changes on the vitality and diversity of local and community life are pervasive. The small retail business was generally localized in the centre of the city where it contributed to the animation and security of the street, all kinds of public goods that were given for free and for which it is now necessary to pay. On the contrary, the megastores are usually located on the periphery of the towns in unpopulated areas, which become insecure after the shops' closure at night. In addition, this strengthens car dependency and traffic problems* ».

- 20 Cette citation fait clairement apparaître que le consumérisme, appréhendé comme une pathologie de la consommation, est supposée produire une substitution d'institutions non-soutenables à des institutions soutenables, voire même un évincement d'institutions (la référence aux biens publics). Le consumérisme est associé à la marchandisation à outrance de la consommation.
- 21 La marchandisation – *commoditization* – est accusée de mettre en péril la société ou le lien social en rendant marchands des services ou satisfactions qui jusque là étaient satisfaits par des institutions non-économiques, « *such as family and kinship, neighbourhood, communities, and so on* » (p. 23). Cette marchandisation excessive de la consommation produit en quelque sorte une désaffiliation du consommateur, désaffiliation qui fournirait la clé de lecture du fameux paradoxe d'Easterlin (1974), selon lequel le niveau de bonheur ressenti (en fait la satisfaction ressentie à l'égard de sa vie) apparaît comme dépendant du niveau de revenu et de consommation, de manière transversale mais pas longitudinale : le niveau de revenu et de consommation par tête augmente alors que le niveau moyen de bien-être subjectif stagne, voire diminue⁷. Il n'apparaît aucune corrélation empirique entre l'augmentation constatée de la consommation et le niveau de bien-être subjectif. Cela peut s'expliquer comme l'effet d'une perversion de la consommation propre à la société de consommation et à son modèle consumériste. Passé un certain niveau, l'augmentation de la consommation ne contribue plus au bien-être, et une déception peut même être observée.
- 22 Boulanger propose une distinction conceptuelle pour nourrir la critique du consumérisme que suscite ce paradoxe. Il distingue entre « mal-consommation » – *misconsumption* – et surconsommation – *overconsumption*. La mal-consommation correspond à une consommation dont la quête conduit à une déception croissante et une perte de bien-être. Déception et perte de bien-être s'expliquant par la désaffiliation sociale du consommateur réduit à l'état de simple atome social. La *pathologie de la mal-consommation* est ainsi identifiée comme le désencastrement de la consommation ou comme sa dé-solidarisation. La surconsommation correspond à une consommation qui implique causalement une sous-consommation ailleurs dans la société en générant de la pauvreté, et dans le futur pour les générations à venir qui seront privées de certains biens épuisés (p. 24). La *pathologie de la surconsommation* est, quant à elle, identifiée à l'injustice qui consiste à priver des congénères ou les générations futures de la jouissance d'un niveau de consommation au moins équivalent au sien. Bien que, selon Boulanger, la

critique de la première endosse le point de vue du consommateur, donc du riche, et la critique de la seconde le point de vue des non-consommateurs, donc des pauvres et des générations futures, et, dans la mesure où la mal-consommation comme la surconsommation ne sont pas des « modèles » de consommation généralisables, ils correspondent tous deux à des voies de consommation non-soutenables. La consommation soutenable ou le modèle de consommation durable étant souhaitable collectivement, doit être généralisable dans le temps et à l'ensemble de la société : si une voie de consommation ne passe pas ce test de généralisation, alors c'est qu'elle n'est pas soutenable.

- 23 À partir de ces distinctions, il est possible de dégager plusieurs formes d'une consommation soutenable : une moindre consommation correspondant à une préférence pour une vie simple – la simplicité volontaire ou encore une décroissance de la consommation ; une consommation plus solidaire correspondant à une préférence pour une consommation territorialisée et localisée – l'économie solidaire ; une consommation équitable s'appuyant sur les réseaux du commerce équitable ; une consommation « verte » moins gourmande en énergie et en rejets polluants, etc. Toutes ces formes de consommation soutenable peuvent être rapportées à ce que certaines associations nomment le *consom'acteur*, qui est présenté par l'institutionnalisme comme un consommateur citoyen. La viabilité de ces modèles de consommation soutenable dépend de la présence d'infrastructures et d'institutions qui enserment les pratiques de consommation dans des limites l'empêchant de déborder dans les excès de la mal-consommation et de la surconsommation. Ce sont les institutions qui sont ici chargées d'imposer à la consommation des limites, à savoir l'organisation de l'espace urbain, les circuits de distribution, le type de commerce, etc.
- 24 La promotion de modèles de consommation soutenable passe par l'action politique pour soutenir la mise en place de ces institutions, mais aussi en direction des consommateurs par l'adoption de mesures incitatives. Il s'agit d'influencer le comportement des consommateurs afin de les inciter à adopter des modes de consommation soutenable⁸. Les difficultés rencontrées pour inciter et mobiliser les acteurs sur un tel objectif montrent que cette critique institutionnaliste du consumérisme et du modèle standard de la consommation reste prisonnière d'une approche quantitative de la question de la limitation de la consommation, comme cela apparaît sous la perspective pratique. Elle se heurte au même problème que l'approche économiste consistant en l'impossibilité de fixer une limite externe à une quantité.
- 25 Sous cette perspective pratique, il est possible d'adresser un certain nombre de questions au paradigme institutionnaliste de la consommation durable qui en révèlent les insuffisances. Par rapport au paradigme standard, il faut toutefois commencer par apprécier les avancées de l'approche institutionnaliste : il faut créditer cette approche pour sa réhabilitation du consommateur comme acteur et pour son attention portée aux institutions. La consommation n'est plus simplement perçue à travers la question de son équilibre quantitatif dans un système fonctionnel de relation entre agrégats, mais à travers le choix de modes de vie, choix contraints non plus seulement par le budget mais aussi et surtout par un cadre institutionnel. La consommation soutenable est alors une consommation délimitée par un réseau institutionnel incitatif qui n'engendre ni déception, ni perte de bien-être (Boulanger, p. 23) par la mal-consommation, et qui simultanément n'engendre aucune perte de bien-être du fait d'une sous-consommation subie par les pauvres et les générations futures (id., p. 24). Les insuffisances de ce

paradigme se laissent aisément deviner à partir de cette caractérisation de la consommation soutenable. Tout d'abord, le problème de la consommation dans sa relation au bien-être reste posé en termes exclusivement quantitatifs, puisqu'il s'agit de ne pas subir de pertes de bien-être – *welfare losses*. Le consommateur étant réinséré dans un réseau d'institutions qui définit la société, ce sont ces institutions qui doivent poser les limites à la consommation. Mais comment poser une limite externe à une quantité ? Peu ou prou il s'agit à la fois de réduire la consommation et de transformer la consommation afin d'activer des circuits de distribution qui réduisent l'empreinte écologique de l'activité humaine. La difficulté d'un tel schéma pourrait venir de ce que cela entraîne une perte de bien-être pour le consommateur, rendant alors hautement improbable l'adoption de modes de consommation soutenable. Cette crainte est clairement exprimée par John Lintott (2007). Cependant, puisque le paradoxe d'Easterlin a montré l'existence d'un découplage entre l'augmentation de la consommation et le niveau de bien-être ressenti et exprimé, il est envisageable de pouvoir réduire les niveaux de consommation sans altérer le niveau de bien-être subjectivement perçu par les consommateurs. Toute cette rhétorique montre que le paradigme institutionnaliste reste prisonnier d'une conception quantitativiste du bien. La question : « consommons-nous mal ou bien ? » ne fait que recouvrir la question : « consommons-nous trop ? » Du coup, dans sa partie active ou pratique, puisque l'approche institutionnaliste ne fait pas mystère de vouloir transformer les modes de consommation, cette approche considère la consommation de l'extérieur et s'interroge sur les moyens efficaces d'influencer les pratiques de consommation. L'approche est behavioriste. Le consomm'acteur n'est pas un acteur autonome, il reste hétéronome, réagissant à des incitations extérieures qui, à la différence du modèle standard, ne se limitent pas aux seuls prix. On voit par là que le modèle du consommateur reste encore placé sous la domination de l'argent. Son désir est conduit par l'argent, c'est-à-dire par le plus et le moins. L'institutionnalisme ne s'affranchit pas de la chrématistique puisque la question du bien-être reste posée en termes quantitatifs : la consommation sera dite soutenable si elle ne diminue pas le bien-être de certaines parties de la population (les pauvres) et des générations futures. Or il n'est supposé aucune limite immanente à la fin du consommateur. Le choix du consommateur reste un choix *dé-mesuré*, hors de toute mesure. La consommation reste perçue comme un pouvoir qu'il s'agit simplement de canaliser. Comme avec le paradigme standard, la limite ne peut être qu'externe. C'est aux institutions, aux choix institutionnels et politiques, qu'il revient de canaliser les pratiques de consommation pour les rendre soutenables.

- 26 Ensuite, si l'approche institutionnaliste pose justement la question du rôle des institutions, elle ne va pas jusqu'à poser celle de l'institution de la consommation. Quelle est l'institution de la consommation ? Quel est le lieu de la consommation ? L'attention qu'elle porte aux territoires et aux découpages institutionnels s'intéresse essentiellement aux circuits d'échange et d'approvisionnement. Mais la consommation reste sans lieu, sans foyer ni toit. Si, dans le modèle standard, la consommation est marchande au sens où le marché est le lieu d'analyse de la consommation, dans le modèle institutionnaliste la consommation est sociale au sens où la société est le lieu d'analyse de la consommation. Mais de même que le marché peut être mondialisé, la société peut aussi être mondialisée. L'institutionnalisme ne préserve donc pas *a priori* du danger de mondialisation des activités économiques aux conséquences si négatives pour l'environnement, comme le montrent par ailleurs la recherche d'une autre mondialisation ou bien la mise en place de réseaux mondiaux de commerce équitable. Comme l'indique aussi le souci manifesté par

l'institutionnalisme pour la forme prise par la distribution et le commerce, et notamment la question de la distance et de la proximité, la consommation est confondue avec l'acquisition. L'étude de la consommation disparaît au profit d'une analyse des effets des modes d'acquisition sur l'environnement. D'une certaine façon, on pourrait dire que le paradigme institutionnaliste de la soutenabilité se veut une chrématistique critique, une science de l'acquisition. Elle n'identifie pas tant des formes de consommation soutenable que des modes d'acquisition supposés soutenables. En cela, elle reste une chrématistique.

- 27 Enfin, et cela découle du point précédent, le paradigme institutionnaliste de la consommation soutenable fait apparaître plusieurs formes de consommation soutenable : simplicité volontaire, décroissance, consommation solidaire, équitable, verte, etc. Cela s'explique par le fait qu'il y a plusieurs modes chrématistiques d'acquisition. À chacun de ces modes, il est possible de faire correspondre un sens ou une forme de consommation soutenable. En fait, la consommation soutenable n'est ici qu'une déclinaison du thème du développement soutenable, donc du développement. Mais comment choisir entre ces différents modes ? Faut-il s'en remettre à un critère d'efficacité ou d'optimisation du type construit par le paradigme standard ? On perçoit bien là que la rupture avec le modèle standard n'est pas pleinement consommée. Sous le point de vue aristotélicien, il n'y a qu'une forme soutenable ou bonne de l'économie et donc de la consommation, avec sa perversion chrématistique qui peut se décliner dans autant de « systèmes » d'accumulation qu'il y a de formes du capital : la chrématistique est aussi protéiforme que l'argent. L'identification d'une pluralité de modes soutenables de consommation montre que le paradigme institutionnaliste confond la politique, qui prend des formes multiples dans des régimes, et l'économie qui n'a qu'une seule forme correcte, la bonne économie ou économie domestique selon Aristote, c'est-à-dire l'économie placée sous la perspective éthique du Bien. Cette confusion vient de ce qu'elle est une science de la société, la société faisant tomber les distinctions entre institutions et entre l'économique et le politique. L'expression de consom'acteur en est la meilleure illustration : le consommateur est pris pour un citoyen. La consommation est appelée à devenir un acte citoyen. Il s'agit pour le consommateur de reprendre son pouvoir et d'agir par sa consommation sur la structuration de la société. La distinction entre l'agent économique et le citoyen est perdue ; politique et économie se confondent. Il ne reste que la société comme terreau de la chrématistique.
- 28 Ainsi, pour résumer la critique pratique du modèle institutionnaliste de la soutenabilité, on peut dire qu'il se caractérise par la négligence de la vertu du consommateur et de son jugement sur sa fin, par la négligence de l'institution de la consommation et par la négligence de la distinction entre l'économie et la politique.

3. La consommation soutenable dans le paradigme pratique

- 29 Par perspective aristotélicienne, nous entendons le paradigme pratique issu de la philosophie d'Aristote, dont le fil n'a jamais été définitivement coupé. Des éléments de cette tradition⁹ se retrouvent dans différentes critiques de la société moderne et de la place et forme qu'y prend l'économie sous le nom de capitalisme. Marx bien sûr (Boulanger dans l'article cité fait explicitement référence à la critique marxienne de la consommation capitaliste). Mais aussi Arendt. Ce n'est donc pas sur Aristote même que nous nous appuyons ici, mais sur les caractéristiques de la pensée pratique telles

qu'elles ressortent de ses écrits et de sa continuation à travers la critique de l'économie capitaliste. L'élaboration d'une philosophie pratique de la consommation et d'une critique des théories économiques modernes de la consommation a été menée par Arnaud Berthoud (2005). Les lignes qui suivent sont fortement imprégnées de cet essai.

- 30 La question de la soutenabilité « environnementale » de la consommation n'est, bien entendu, pas directement posée en ces termes chez Aristote. Mais la tradition qu'il inaugure fait accueil à cette problématique et offre un levier critique pour dénoncer les insuffisances des conceptions standard et institutionnalistes de la consommation, comme nous l'avons montré dans les deux sections précédentes¹⁰. Nous ne revenons pas ici sur ce point. Dans sa partie positive, la philosophie économique pratique¹¹ de la consommation soutenable affirme l'unicité de la forme soutenable de la consommation dans la pluralité des formes politiques, la nécessaire pérennité des institutions, notamment de l'institution de la consommation, et enfin le caractère qualitatif de la limite de la consommation. La question de la soutenabilité des pratiques de consommation ne peut être posée sans aborder la question du consommateur, la question de l'institution de la consommation, et la question de la relation de l'économie à la pluralité des formes politiques qui assurent la soutenabilité des communautés humaines : qui consomme ? Quel est le lieu de la consommation ? Combien y a-t-il de formes de politique pouvant accueillir une consommation soutenable ?
- 31 À ces questions une théorie de la consommation durable d'essence pratique doit pouvoir apporter des réponses. C'est d'abord la question de la limite qui est posée à partir de la problématique de la soutenabilité ou du caractère durable de la consommation. Comment poser une limite à la consommation ? Dans les paradigmes standard et institutionnaliste, la consommation est une grandeur appréhendée en termes quantitatifs. Le bien du consommateur, son bonheur ou sa satisfaction, est mis en relation avec les quantités consommées. Le bien se trouve donc lui-même réduit à une quantité. On se trouve ainsi en présence d'une conception quantitativiste du bien ou du bonheur. « Soutenable » désigne alors une consommation qui ne diminue pas les possibilités de consommer d'autres parties de l'humanité (les pauvres et les générations futures) tout en ne réduisant pas l'indice de bien-être ou de qualité de vie perçu par les consommateurs. Dans la conception standard il s'agit de maintenir au cours du temps au moins le niveau de bien-être social présent, $dV_t / dt \geq 0$, ce que permet un équilibre intergénérationnel entre la consommation et l'épargne ou l'investissement ; dans la conception institutionnaliste il s'agit de réduire la consommation par un encadrement institutionnel et un système d'incitations adéquat, sans que le bien-être individuel n'en soit altéré du fait du paradoxe d'Easterlin. Il n'y a pas de réelle différence de fond entre ces deux conceptions, mais seulement une différence sur les moyens de réaliser le niveau soutenable de la consommation. Dans les deux cas, la limite est extérieure à la quantité – qu'elle soit posée par une autre quantité qui vient l'équilibrer ou une institution qui vient l'enserrer – et d'une certaine façon présumée au calcul économique. Elle est donc extérieure à l'acte de consommation lui-même. Le consommateur disparaît sous la mesure de la consommation compatible avec la reproduction du système à travers le temps. La consommation n'est ici qu'un moment de la production, puisque ce qu'il s'agit de rendre durable n'est finalement que la capacité du système économique ou social à générer et à diffuser un flux au moins constant de bien-être social. C'est la question de la production et reproduction du système qui commande ici la réflexion sur la soutenabilité, donc un problème d'accumulation. La consommation est placée sous un principe

chrématistique. Suivant ces deux conceptions, il n'est pas possible de répondre à la question : qui consomme ?, ou plus précisément : qui est le consommateur ? Quel type d'homme est le consommateur ? Econome, excessif, gaspilleur, prodigue, etc. ?

- 32 Pour répondre à cette question il convient de concevoir autrement le problème de la limite de la consommation. Celle-ci ne peut être présumée extérieurement à la grandeur considérée, ici la consommation et donc le bonheur ou la qualité de vie, car la consommation est un moment de vie. La vie et la qualité de vie sont une fin immanente à la consommation. C'est de cette fin du bien vivre immanente à l'acte de consommer que la consommation peut recevoir sa limite. Mais alors celle-ci est interne à la consommation. C'est en conséquence au consommateur lui-même qu'il revient de définir dans son choix de consommation qui est un choix de vie pour une qualité de vie, la bonne ou juste mesure de sa consommation. Consommer, c'est faire usage de choses qui, regroupées en une propriété, forment ce que l'on nomme richesse. La consommation est donc une relation au monde qui se conçoit comme un usage du monde. Dans cette relation, le consommateur est engagé par une réflexion sur la grandeur que constitue sa richesse et sur la mesure de son usage. La réflexion fait apparaître deux moments qui se traduisent en deux questions : Qu'est-ce qui entre dans la définition de la richesse, et donc qu'est-ce qui doit entrer dans la propriété du consommateur ? Quel est le bon usage de cette richesse ? Les deux questions doivent être distinguées, alors qu'elles sont confondues dans l'approche standard où la grandeur est mesurée comme une quantité et déterminée par la forme monétaire. Ici, nous ne nous attardons pas sur la question de la grandeur, c'est-à-dire sur la distinction entre vraie et fausse richesse ou richesse illusoire¹².
- 33 Ce que le consommateur mesure dans sa consommation c'est l'usage des richesses, qu'il ne faut pas non plus confondre avec la question de l'acquisition des richesses. Sous la perspective pratique, la question de la limite reçoit une détermination qualitative : il y va du bon usage des richesses et non pas du volume ou de la quantité des biens qui composent cette richesse. Or le bon usage des richesses ne peut être déterminé de manière théorique extérieurement à l'acte de consommation, ce qui supposerait une détermination objective du bien dans un jugement de connaissance. Donc seul le consommateur est à même de définir la juste relation à son bien ou à son désir de vivre par une réflexion dans sa vie de la grandeur qui est l'objet de la consommation, à savoir la richesse. La consommation soutenable ne peut autrement être définie que comme bon usage des richesses, ce qui veut dire que la consommation soutenable permet à la richesse consommée d'accomplir justement sa fin, à savoir permettre au consommateur de bien vivre ou assurer au consommateur une vie de qualité. Or cette aptitude à faire bon usage des richesses, tout en supposant ici que le consommateur n'est pas tombé dans l'illusion quant au contenu et à la nature de la richesse, révèle la qualité du consommateur. Cette qualité ou cette disposition au bien dans le choix, c'est ce qu'Aristote nomme une vertu. La vertu est la mesure dans l'usage des richesses, c'est-à-dire le juste rapport d'usage au monde. La vertu se manifeste dans la consommation comme une excellence du consommateur, permettant ainsi d'apporter une réponse à la question : qui est le sujet d'une consommation soutenable ?
- 34 La philosophie pratique de la consommation ne donne donc pas une limite quantitative externe ou une proportion dans l'évolution de grandeurs venant s'équilibrer intemporellement, ni ne définit un ensemble institutionnel précis ou des formes multiples d'agencement économique compatible avec une consommation soutenable. Pour le dire autrement, elle ne donne pas une détermination *a priori* de la soutenabilité

qui pourrait servir d'outil ou de technique pour piloter le système économique ou les comportements des agents consommateurs. La voie qu'ouvre la philosophie pratique est beaucoup plus difficile et étroite, elle est bien plus fragile et délicate puisqu'elle en appelle au consommateur, à l'autonomie du consommateur et à la vertu économique consistant à ménager sa richesse et à en faire un bon usage sous la perspective de son bien. Cette vertu n'est pas, bien évidemment, une donnée de la psychologie du consommateur, elle est une disposition éthique qui doit être éduquée et entretenue par l'expérience de la vie. La consommation soutenable sous perspective aristotélicienne ne viendra pas de plus de rationalité, de calculs plus fins et précis, ni d'institutions plus englobantes ou socialisantes, ni non plus de mots d'ordres : consommer moins, la simplicité volontaire, consommer vert, consommer équitable, etc. Le juste rapport au monde n'est pas défini par une technique ni par des slogans ou incitations qui ne sont eux-mêmes que la déformation du langage en outils de mobilisation et de gouvernement des hommes. La consommation soutenable viendra d'une éducation du jugement qui affûte la vertu économique : c'est en devenant économe que le consommateur entrera dans un rapport durable à son monde. Où et à quel moment se fait cette éducation ?

- 35 L'enjeu de la consommation durable ou soutenable porte sur la découverte par chaque consommateur dans sa consommation du bon ou juste rapport qu'il a avec le monde. Ce rapport suppose une stabilité du monde dans lequel vivent les hommes. Sous la perspective aristotélicienne, on ne peut aborder la question de la soutenabilité de la consommation sans interroger la durabilité du monde et la pérennité des institutions qui accueillent les humains. Le bon usage de richesses ou d'une propriété suppose un lieu d'usage. Consommer se fait toujours à demeure. La propriété ou les richesses qui la composent sont rassemblées en une unité de lieu : c'est le lieu de vie, lieu d'usage des richesses. L'analyse de la notion de lieu de vie fait apparaître deux caractéristiques : le lieu de vie est un monde en même temps qu'une institution. Matériellement le monde est ce qu'Hannah Arendt désigne comme une œuvre. Le monde n'est pas lui-même objet de consommation, mais il est ce qui situe la consommation : il n'y a de consommation qu'*in situ*, en un monde. « Le monde, la maison humaine édifée sur terre et fabriquée avec les matériaux que la nature terrestre livre aux mains humaines, ne consiste pas en choses que l'on consomme, mais en choses dont on se sert. » (Arendt 1983, p. 185). Le monde est une condition pour une vie spécifiquement humaine, il offre une durabilité (id., p. 187) au cadre de vie de l'homme. Le lieu de vie est donc, dans un premier sens, un habitat et le consommateur un habitant en son monde, c'est-à-dire qu'il est situé. La consommation soutenable n'est pas une consommation nomade, c'est une consommation sédentarisée.
- 36 Le consommateur soutenable n'est pas un consommateur dé-territorialisé vagabondant à la surface d'un marché globalisé. Mais ensuite, le lieu de vie est aussi une institution chez les hommes, c'est-à-dire que les lieux de vie prennent des formes sociales dont on peut faire l'histoire. Interroger la soutenabilité de la consommation implique nécessairement d'interroger l'institution de la consommation, interrogation qui fait défaut dans les deux paradigmes précédemment étudiés¹³. Le lieu de vie qu'est l'habitation est aussi un lieu de partage de l'usage des richesses que l'unité de lieu rassemble en une propriété. Les personnes que rassemble l'usage partagé d'une propriété, c'est ce que nous nommons une famille. Comme l'écrit A. Berthoud (2005, p. 63) « la famille abrite la consommation ». Or c'est dans la famille que s'apprend l'usage des richesses, et c'est donc en tant que telle l'institution privilégiée d'éducation de la vertu économique pour l'apprentissage d'une

relation justement proportionnée à l'usage des richesses, à la consommation soutenable. Elle est la première institution économique.

- 37 Ces propos sont ici un peu rapides, mais ils visent simplement à signaler que la soutenabilité de la consommation suppose la pérennité d'institutions et, au premier titre, de la famille, qui est la première communauté politique selon Aristote comme le rappelle C. Trottmann (2008, p. 18-21). Lorsque celle-ci est envahie par l'argent et le désir d'accumulation, lorsque la famille est envahie et submergée par la société¹⁴, lorsque la famille n'est plus l'institution du bon usage partagé des richesses aux fins du bien vivre, alors la consommation prend des formes pathologiques, qui peuvent certes s'analyser comme mal-consommation ou surconsommation. Ces pathologies constituent des mises en danger de notre rapport au monde et donc une mise en danger de l'humain lui-même. Cela indique aussi qu'il n'y a pas une multiplicité de formes économiques, mais qu'il n'y a qu'une vertu économique, que désigne le fait d'être économe, à laquelle correspond une perversion de cette forme par la chrématistique ou le désir d'accumulation. Cette vertu économique est éduquée dans des institutions au premier rang desquelles se trouve la famille, et elle se manifeste dans un usage situé à l'abri d'un monde privé stable et durable des richesses.
- 38 La consommation soutenable est hébergée dans un habitat qui est aussi une institution, l'*oikouménè*. Mais ce n'est là encore que la première communauté politique, c'est-à-dire le socle institutionnel sur lequel les communautés politiques peuvent faire fond. L'homme ne naît pas directement dans une communauté politique, mais dans une famille – dans un habitat – elle-même insérée dans un tissu de familles qui *co-habitent* dans un vivre ensemble autour d'une acceptation commune du bien qui définit une communauté politique. Les règles ou lois sont destinées à conforter et protéger la promesse du politique¹⁵, à savoir l'accomplissement d'une vie humaine dans un Bien. Or, dans la tradition pratique issue d'Aristote, si l'économie n'a qu'une seule bonne forme du fait de l'unicité de la vertu économique, il y a par contre une pluralité de formes politiques qui assurent la soutenabilité des communautés humaines. Puisque l'action humaine vise toujours quelque bien, on peut dire qu'il n'y a qu'un bien économique et donc une seule forme d'économie correspondant à la bonne économie, avec son pendant la chrématistique qui en est la perversion, et qu'il y a une pluralité d'acceptions du bien commun et donc une pluralité de formes politiques au gré des situations historiques et des contingences humaines.
- 39 Dans une situation donnée il n'y a bien sûr qu'une seule constitution qui soit excellente et en conséquence une forme politique peut ne pas convenir à la situation et donner des lois inadaptées, mais comme les contingences historiques sont par définition changeantes les constitutions politiques sont multiples¹⁶. Cette idée d'une pluralité des formes politiques et donc des vertus politiques est une idée que l'on retrouve dans toute la tradition pratique jusqu'à Arendt en passant par Montesquieu et Tocqueville. Montesquieu distingue ainsi trois principes d'action qui constituent les principes moteurs de l'action correspondant à l'esprit des lois issus d'une forme politique donnée. Il s'agit de la vertu qui inspire l'action dans une république, de l'honneur qui inspire l'action dans une monarchie et enfin de la crainte qui inspire l'action dans une tyrannie. Mais il ne correspond pas à ces constitutions et vertus politiques autant de formes et de vertus économiques.
- 40 Si la consommation soutenable est la bonne économie, non commandée par le principe chrématistique d'accumulation d'argent, à laquelle correspond la seule vertu économique

consistant à être économe, cette soutenabilité peut se faire sous plusieurs formes politiques. C'est cette idée qui a été perdue de vue par Jonas lorsque comparant les avantages et inconvénients respectifs d'une économie décentralisée et d'un gouvernement total d'inspiration marxiste, il conclut à l'avantage du « pouvoir d'un gouverner total » (1990, p. 279) et plus généralement du marxisme (p. 287). L'opposition que fait Jonas entre l'économie de profit et l'économie de besoin, lointain écho de la distinction établie par Werner Sombart et reprise par Max Weber entre *Erwerbswirtschaft* et *Bedarfsdeckungswirtschaft* (1972, p. 31 et 200), reste chez lui interne à une détermination chrématistique de l'économie, puisque les deux sont appréciés à partir de la question de la reproduction du système (Jonas, 1990, p. 270). Il croit donc opposer deux formes d'économie sur un critère de rationalité relativement à la préservation des ressources, concluant contre l'économie de profit ou économie concurrentielle qui « pousse le consommateur au gaspillage en excitant ses besoins » (278), mais oppose en fait deux régimes politiques comme l'indique sa référence au mode de gouvernement. En donnant l'avantage au mode de « gouverner total » (279) et sa préférence au marxisme « sur d'autres dictatures » (287), Jonas affirme qu'il n'y aurait qu'une seule vertu politique à même d'assurer la soutenabilité des communautés humaines, celle qu'il nomme la peur comme principe d'action, celle-là même que Montesquieu désignait comme principe d'action dans une tyrannie, la crainte. Or, si l'on suit le commentaire qu'Hannah Arendt fait de la distinction des principes d'action politique de Montesquieu, on comprend que la peur n'est en fait pas un principe d'action : « *Politically speaking, fear (and I am not talking about anxiety) is despair over my impotence when I have reached the limits within which action is possible. (...) Therefore fear, properly speaking, is not a principle of action, but an antipolitical principle within the common world.* » (2005, p. 68). En ramenant ainsi la politique à une seule vertu, Jonas confond l'économie et la politique et perd la politique ; il sort de la tradition pratique sous laquelle pourtant il tente de placer son essai.

- 41 C'est cette idée aussi qui est perdue de vue par les deux paradigmes que nous avons examinés. Pour le paradigme standard, l'économie est totalement déterritorialisée et désinstitutionnalisée. Sa fin est définie sans référence à la politique, de manière immanente à l'économie : la reproduction du système. L'économie n'a plus alors de lieu, elle devient coextensive au monde et soumet les formes politiques à sa domination. Il n'y a plus non plus de politique. Pour le paradigme institutionnaliste, il y a plusieurs formes d'économie soutenable qui entrent en concurrence : la décroissance, la simplicité volontaire, l'économie équitable, l'économie verte, etc., qui toutes instrumentalisent la politique comme un moyen de gouverner les consommateurs, c'est-à-dire un moyen d'obtenir de ceux-ci un changement dans leurs pratiques de consommation. La politique y est donc conçue, à la manière de Jonas, comme une technique en vue d'obtenir une fin extérieure : réduire le gaspillage de la planète qui met en danger notre survie. D'une certaine façon, ce paradigme se place aussi sous l'heuristique de la peur.

4. Conclusion

- 42 Au terme de cette étude, il apparaît que la notion de consommation soutenable reçoit plusieurs significations possibles en fonction des questions que chacune des trois traditions présentées ici se posent. Ces questions sont présentées dans le tableau suivant, faisant apparaître ce que pour chacune de ces trois approches il faut entendre par une consommation insoutenable et une consommation soutenable, et par ce qui est durable.

La dernière colonne présente ce qui est oublié par ces différentes traditions pour faire sens à la notion de consommation soutenable.

Conceptions de la soutenabilité

	<i>la question posée :</i>	<i>consommation insoutenable :</i>	<i>consommation soutenable :</i>	<i>ce qui est durable :</i>	<i>ce qui est oublié :</i>
Paradigme standard	Consommons-nous trop ?	consommation qui réduit le bien être social intertemporel	consommation équilibrée par l'épargne dans horizon intertemporel	le système économique équilibré intertemporellement	les institutions et la nature pour l'institutionnalisme + la critique de l'argent pour la philo pratique
Paradigme institutionnaliste	Consommons-nous mal ?	consommation qui n'augmente pas le bien être individuel	consommation insérée dans environnement institutionnel responsable	la société et ses institutions	la critique de l'argent, la vertu économique et la distinction économie/politique pour la philo pratique
Philosophie économique	Qui consomme ? Où consomme-t-il ? Dans quel régime politique ?	consommation dominée par la chrématistique	consommation mesurée par la vertu économique	la vertu de l'agent consommateur	

- 43 Une réflexion pratique sur la consommation soutenable replace immédiatement l'économie dans sa relation à l'éthique avec la question du bonheur ou de la qualité de vie, donc la délibération sur les fins du vivre, et dans sa relation à la politique avec la question des institutions du vivre et de la pluralité des formes politiques des communautés humaines. La critique de la chrématistique doit être menée pour faire apparaître la vertu unique associée à l'agent économique ; la consommation doit être située en un lieu du monde, lui-même accueilli dans un régime politique structuré à partir d'un principe d'action. Devant la question de la limite entendue en terme quantitatif, il n'y a pas de solution technique – la découverte d'un nombre d'or de proportionnalité entre grandeurs, pas plus qu'un arrangement institutionnel optimal. La bonne économie, l'économie soutenable, ne peut qu'être la manifestation d'une vertu, vertu acquise au cours d'une éducation. Cette éducation exige la pérennité des institutions de socialisation, notamment et au premier chef la famille qui est l'institution économique première, mais aussi l'école, protégée de l'envahissement de la société et de l'argent. La crise de notre modèle de développement qui est aussi une crise de la consommation n'est que le reflet d'une crise de nos institutions ou d'une crise de la culture au sens d'Hannah Arendt.

BIBLIOGRAPHIE

- Arendt, H. (1983 [1958]): *La condition de l'homme moderne*, trad. fr., Paris : Calmann-Lévy.
- Arendt, H. (2005) : *The Promise of Politics*, ed. by J. Kohn, New York: Schocken.
- Aristote (1993): *Les politiques*, trad. fr. P. Pellegrin, Paris : GF-Flammarion.
- Arrow, K., Dasgupta, P., Goulder, L., Daily, G., Ehrlich, P., Heal, G., Levin, S., Maler, K.-G., Schneider, S., Starrett, D., Walker, B., (2004): « Are We Consuming Too Much ? », *The Journal of Economic Perspectives*, Vol. 18, N°3 (Summer), p. 147-172.

- Berthoud, A. (2005): *Une philosophie de la consommation. Agent économique et sujet moral*, Villeneuve d'Ascq : Editions universitaires du Septentrion.
- Boulanger, P.-M. (2007) : « What's wrong with consumption for sustainable development: Overconsumption, underconsumption, misconsumption? », in E. Zaccai, ed. (2007), pp17-32.
- Dietz, S., Neumayer, E. (2004): « Genuine savings: a critical analysis of its policy-guiding value », *International Journal of Environment and Sustainable Development*, Vol. 3, N°3/4, p. 276-292.
- Easterlin, R. (1974): « Does economic growth improve the human lot? Some empirical evidence », in Paul A. David and Melvin W. Reder, eds., *Nations and Households in Economic Growth: Essays in Honor of Moses Abramovitz*, New York: Academic Press, Inc.
- Frey, B. (2008): *Happiness. A Revolution in Economics*, Cambridge, Mass. & London, England: The MIT Press.
- Hotelling, H. (1931): « The Economics of Exhaustible Resources », *Journal of Political Economy*, Vol. 39, p. 137-175.
- Jackson, T. (2005): *Motivating Sustainable Consumption. A review of evidence on consumer behaviour and behavioural change*, Report to the Sustainable Development research Network.
- Jonas, H. (1990): *Le principe responsabilité. Une éthique pour la civilisation technologique*, trad. fr. J. Greisch, Paris : Flammarion.
- Lintott, J. (2007): « Sustainable consumption and sustainable welfare », in E. Zaccai, ed. (2007), p. 41-56.
- Parikh, J., et al. (1991): *Consumption Patterns: The Driving Force of Environmental Stress*, DP 91-59, Bombay: Indira Gandhi Institute of Development Research.
- Pirotte, G. (2007): « Consumption as a solidarity-based commitment: the case of Oxfam Worldshops' customers », in Zaccai, éd. (2007), p. 127-143.
- Trottmann, C. (2008): *Faire, agir, contempler. Contrepoint à La condition de l'homme moderne de Hannah Arendt*, Paris : Sens&Tonka.
- UNCSD (United Nations Commission on Sustainable Development), 1994, Summary Report: The Symposium on Sustainable Consumption, Oslo, 19-20 Jan 1994. In: *General Discussion on Progress in the Implementation of Agenda*. UNCSD. New York.
- Volpi, F. (1996): « Philosophie pratique », in M. Canto-Sperber, éd., *Dictionnaire d'éthique et de philosophie morale*, Paris, PUF, p. 1130-1137.
- Weber, M. (1972) : *Wirtschaft und Gesellschaft*, Tübingen: J.C.B. Mohr (Paul Siebeck).
- Zaccai, E. (2007, ed.): *Sustainable Consumption, Ecology and Fair Trade*, London: Routledge.

NOTES

1. Déjà en 1991, l'Institut Indira Gandhi pour la recherche en développement faisait le constat que les modes de consommation du monde développé n'étaient pas soutenables et que leur généralisation aux pays en développement n'était pas viable (J. Parikh et al., 1991).
2. Il est bien évident que c'est toujours à une quantité que l'on cherche une limite. Ce qui est en cause ici c'est la nature de la limite : un équilibre de quantités, une mesure commune externe, une vertu de mesure.

3. La fonction s'écrit : $V(t) = \int U[C(s)] e^{-\delta(s-t)} ds$, l'intégrale étant calculée entre $s=t$ et ∞ , où s et t correspondent au temps avec $s \geq t$. $V(t)$ représente le bien-être social intertemporel en t , défini comme la valeur actualisée présente du flux d'utilité tiré de la consommation entre t et l'infini, le temps étant supposé continu, avec un taux d'actualisation $\delta (>0)$.
4. Il serait d'ailleurs intéressant de connaître le résultat d'un calcul qui agrégerait selon cette méthode au niveau mondial l'investissement, l'épargne, etc., pour déterminer la soutenabilité de la consommation « du monde ». Sous ce point de vue englobant ou *globalisant*, l'insoutenabilité de la consommation des pays pauvres peut être compensée par la soutenabilité de la consommation des pays riches... et tout irait alors pour le mieux dans le meilleur des mondes.
5. Il s'agit là d'une des hypothèses de base du modèle de Hotelling (1931) selon laquelle la demande cumulée de la ressource épuisable, ici le capital naturel, épuise totalement le stock naturel. La valeur du stock à la date de son épuisement est évidemment nulle. Avant cette date fatidique, le prix de la ressource, qui est un prix fictif non observable correspondant au coût marginal d'usage de la ressource, augmente à la vitesse du taux d'actualisation (le taux d'intérêt qui égalise le rendement de toutes les formes de capital sur les différents marchés de capitaux) en régime d'exploitation optimale du capital naturel.
6. Nous désignons cette approche de paradigme institutionnaliste non pas par référence au courant institutionnaliste au sens strict, puisque nous y regroupons tout aussi bien la socioéconomie, le conventionnalisme, etc. Ce qui fédère ces approches hétérodoxes, c'est leur commune opposition à la négligence orthodoxe pour les institutions.
7. Pour une présentation synthétique du paradoxe et des explications qui en sont actuellement proposées, on peut se reporter à B. Frey (2008, p. 38-41).
8. La deuxième partie de Zaccarà (2007) est consacrée à cette question de la mobilisation des consommateurs autour de pratiques de consommation plus soutenables. On peut aussi consulter le rapport du Professeur Tim Jackson (2005) sur ce sujet.
9. Pour une présentation synthétique de la philosophie pratique, on peut se reporter à l'article très clair que Franco Volpi a consacré à ce sujet (1996).
10. A. Berthoud (2005) mène de manière systématique cette critique dans son chapitre 2.
11. L'expression « philosophie économique pratique » nous apparaît comme pléonastique, mais nous assumons le pléonisme, afin qu'il soit entendu pour le lecteur que la philosophie économique est une philosophie pratique, et que comme telle elle commence par l'analyse de la consommation.
12. Ce que Boulanger (2007) nomme la mal-consommation peut se comprendre comme l'effet d'une illusion quant au contenu réel de la richesse, donc un problème de rapport à la grandeur qui fait l'objet de la consommation.
13. Le paradigme « institutionnaliste » s'interroge moins sur l'institution de la consommation, la propriété, la famille, etc. que sur les institutions de la circulation marchande des biens de consommation. Il n'y a donc pas d'incohérence à critiquer d'un côté ce paradigme et à louer de l'autre l'attention à l'institution de la consommation dont fait preuve le paradigme pratique.
14. Dans sa critique de la condition de l'homme moderne qui se caractérise par la confusion entre le domaine public et le domaine privé, donc entre la politique et l'économie, Hannah Arendt diagnostique cet envahissement de la famille par la société : « la société a dévoré la cellule familiale jusqu'à s'y substituer parfaitement. » (1983, 71, note).
15. Nous faisons ici référence au recueil de textes politiques d'H. Arendt édité par J. Kohn sous le titre *The Promise of Politics* (2005).
16. La nouvelle traduction du texte d'Aristote, consacré à la politique, par Pierre Pellegrin (1993), lui redonne son titre au pluriel, rappelant ainsi que dans les affaires humaines l'excellence est diverse.

RÉSUMÉS

Ce texte tente de parvenir à une meilleure compréhension du rôle de la consommation relativement à l'objectif de soutenabilité de nos modes de vie. À cette fin, on croise deux thématiques : consommation et bonheur, consommation et soutenabilité. Les paradigmes standard et institutionnalistes de la consommation soutenable sont questionnés du point de vue de la tradition pratique – aristotélicienne – qui en montre les limites et les insuffisances. L'approche quantitative de la limitation de la consommation caractéristique de ces deux approches conduit à une impasse. La réception de cette notion de consommation soutenable dans la tradition pratique est ensuite esquissée, faisant apparaître l'existence d'une vertu propre à l'économie, d'un lieu et d'une institution de la consommation accueillis dans une constellation de régimes politiques possibles.

This text aims to reach a better understanding of the role of consumption with regard to the objective of sustainability of our lifestyles. We cross two themes: consumption and happiness, consumption and sustainability. The standard and institutionalist paradigms of sustainable consumption are questioned parts from the viewpoint of the Aristotelian tradition which shows their limits and failures. The quantitative approach of the limitation of consumption specific of these two approaches leads to a dead end. Then the reception of this notion of sustainable consumption in the practical tradition is sketched. The existence of an appropriate virtue for the economy, a place and an institution of the consumption welcomed in a constellation of possible political regimes clearly appear as the keystones of the practical conception of sustainable consumption.

INDEX

Keywords : institutionalisms, mainstream economics, practical economic philosophy, sustainable consumption, well-being

Mots-clés : bien vivre, consommation soutenable, institutionnalismes, modèle standard, philosophie économique pratique

AUTEUR

PATRICK MARDELLAT

Patrick Mardellat est maître de conférences à Sciences Po Lille, chercheur au CLERSE. Ses recherches portent sur la pensée économique allemande, l'éthique économique et les rapports entre l'économie et la politique. Il a publié en histoire de la pensée économique et en philosophie économique. Patrick.mardellat@iep.univ-lille2.fr